



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/8

2 avril 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23 - 27 avril 1987

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

RAPPORT D'UNE ETUDE SUR LA RECHERCHE ET LES PROGRAMMES
AGRICOLLES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE
DANS LA REGION AFRICAINE

* E/ECA/TPCW.3/1.

** E/ECA/CM.13/1.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION - - - - -	1
II. BREF APERCU DU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE - - - - -	3
A. Problèmes posés par le développement de l'élevage - - - - -	4
B. Moyens mis en oeuvre pour développer l'élevage - - - - -	5
C. Mobilisation des ressources - - - - -	7
1. Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) - - - - -	8
2. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - - - - -	8
3. La Communauté économique européenne - - - - -	8
4. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) - - - - -	9
5. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) - - - - -	9
6. La Banque mondiale - - - - -	9
D. Résultats du secteur de l'élevage, 1975-1985 - - - - -	10
1. Caractéristiques du secteur de l'élevage en Afrique -	10
2. Cheptel - - - - -	11
3. Production de viande - - - - -	12
4. Commerce des produits de l'élevage - - - - -	13
5. Offre et utilisation de la viande - - - - -	14
III. ENSEIGNEMENTS TIRES - - - - -	15
La campagne panafricaine contre la peste bovine : matière à réflexion - - - - -	17
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS - - - - -	19
A. Développement de la recherche en matière de politique générale - - - - -	19
B. Au niveau national - - - - -	20
1. Occupation des terres - - - - -	20
2. Service du secteur de l'élevage - - - - -	21
C. Au niveau sous-régional - - - - -	22
1. Harmonisation des politiques relatives aux prix, à la commercialisation et au commerce des animaux - -	22
2. Promotion et renforcement de la coopération sous-régionale en matière de production et de distribution des principaux vaccins et produits vétérinaires - - - - -	23

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
3. Promotion et renforcement de la coopération sous-régionale en matière de lutte contre les principales épizooties et leur éradication - - - - -	23
D. Au niveau international - - - - -	24
CARTE : Situation de la peste bovine en Afrique au cours des six dernières années - - - - -	26
 TABLEAUX	
Groupements sous-régionaux - - - - -	27
Bovins, ovins, caprins, chameaux, porcins et volailles (milliers de têtes) en 1985 et évolution moyenne annuelle en pourcentage au cours de la période 1975-1985 - - - - -	28
Production, consommation totale et commerce de viande (1975-1984) (en milliers de tonnes) - - - - -	29
valeur des importations et exportations en 1984 et évolution annuelle (1975-1984) en matière de viande et animaux de boucherie et de tous les produits laitiers, par sous-région - - - - -	30
BIBLIOGRAPHIE - - - - -	31
 ANNEXE : FACTEURS INFLUANT SUR L'OFFRE DE VIANDE EN AFRIQUE	

I. INTRODUCTION

1. En 1985, on estimait à 221,5 millions d'unités l'ensemble du cheptel du continent (boeufs, buffles, moutons, chèvres, porcs, chevaux et volaille), soit 116 p. 100 du niveau de 1975 ^{1/}. Bien que l'accroissement total de la production intérieure de viande, qui a été de 3 p. 100 au cours de la dernière décennie, ait suivi le rythme de l'accroissement démographique, il n'a cependant pas été suffisant pour compenser les effets de l'augmentation des revenus. De même, il est peu probable que l'Afrique soit en mesure de satisfaire à court ou moyen terme ses propres besoins en viande et en produits laitiers.

2. Directement ou indirectement, les ressources animales jouent un rôle important dans toutes les couches sociales et dans toutes les économies africaines traditionnelles et contemporaines. C'est ainsi que les produits d'origine animale plutôt que les céréales constituent la principale source d'énergie alimentaire des populations vivant dans les zones les plus touchées par la sécheresse et la désertification et la principale source de protéines pour les consommateurs à revenu élevé et pour les citadins. Cependant, la contribution réelle ou potentielle du secteur de l'élevage au développement général, et singulièrement en matière d'autosuffisance et de sécurité alimentaires individuelles et collectives reste trop mal connue.

3. Le secteur de l'élevage est généralement dominé en Afrique par des particuliers, tant au niveau de la production que de la commercialisation. Cependant, l'importance et le rôle des producteurs, des négociants, des commerçants et des bouchers autochtones, de même que les points forts des systèmes traditionnels de production, ne sont pas suffisamment connus pour être appréciés et acceptés par les analystes et les décideurs. Cette méconnaissance a conduit à des politiques d'intervention qui ont abandonné aux gouvernements africains toute la responsabilité en matière d'investissement de base, de facteurs de production et de services d'appui, politiques qui ont connu des résultats divers, mais certainement un succès limité. Par ailleurs, ces interventions des gouvernements ont inhibé l'aptitude des éleveurs à compter et à s'appuyer sur leurs propres forces, de façon autonome, ce qui a empêché tout développement autocentré de ce secteur.

4. Le mouvement des bêtes et des éleveurs à travers les frontières nationales est l'une des caractéristiques de l'élevage en Afrique. De même, la sécheresse, la mouche tsé-tsé, les tiques et les épizooties en général ne connaissent pas les frontières politiques. Il s'ensuit que le développement soutenu de ce secteur dans un pays donné passe par une coopération efficace avec les pays voisins. Malheureusement, la trop grande dépendance des pays africains pris individuellement vis-à-vis de l'extérieur rend encore difficile la mise en oeuvre d'une coopération réelle aux niveaux sous-régional et régional dans le secteur de l'élevage.

5. Néanmoins, grâce à l'assistance internationale, l'Afrique bénéficie désormais du concours d'un grand nombre d'organismes de formation, de recherche, de vulgarisation et de développement aux niveaux national et international. Mais la plupart de ces organismes, en particulier ceux ayant une vocation

^{1/} Une unité de bétail tropical (UBT) est un animal de 250 kg de poids vif. Les facteurs de conversion (en UBT) utilisés dans la présente étude sont les suivants : 1 pour les bovins, 1 pour les buffles, 0,1 pour les chèvres, 0,1 pour les moutons, 0,2 pour les porcs, 1 pour les chevaux et 0,01 pour les volailles.

nationale ou sous-régionale, fonctionnent encore en dessous de leur capacité. Par ailleurs, les professionnels appelés à travailler dans ces organismes manquent souvent des fonds nécessaires pour mener à bien leurs activités.

6. Les efforts déployés au cours des trois dernières décennies pour promouvoir le développement de l'élevage n'ont pas été à la mesure de l'importance et des potentialités de ce secteur. En effet, pour l'ensemble du continent, moins de 50 cents (E.-U.) ont été déboursés chaque année par unité de bétail au cours de cette période. Il en a résulté que l'Afrique est devenue de plus en plus tributaire du monde extérieur, non seulement pour satisfaire ses besoins en services et en facteurs de production destinés à l'élevage, mais aussi pour couvrir les besoins en viande et en produits laitiers d'une population en croissance constante. C'est ainsi que d'exportateur net de viande qu'il était en 1975, le continent est devenu un importateur net en 1984. De même, le déficit de son commerce de bétail s'est aggravé en moyenne d'environ 16 p. 100 par an au cours des dix dernières années pour avoisiner 2,1 milliards de dollars E.-U. en 1984 pour 45 pays.

7. Le secteur de l'élevage est actuellement paralysé en Afrique par une crise de confiance de la part des bailleurs de fonds et organismes de financement traditionnels. Un certain nombre de pays et d'organisations internationales ont fortement réduit leur assistance à certains projets donnés. En outre, la part de l'aide multilatérale à l'élevage dans l'ensemble de l'aide a diminué et ses conditions sont devenues plus contraignantes. C'est pourquoi aucune solution globale n'a pu être trouvée au problème de la peste bovine qui décime les troupeaux dans tout le continent depuis 1980. En outre, les effets sur le secteur de l'élevage des récentes sécheresses qui ont sévi dans toute l'Afrique ont été plus néfastes qu'au cours des années 70.

8. Pour renverser la tendance actuelle qui se caractérise par les piètres résultats atteints dans le secteur de l'élevage, il est nécessaire de revoir le processus de développement de manière à accroître les mesures propres à promouvoir le développement autocentré et auto-entretenu de ce secteur à l'échelon national et sous-régional. L'Afrique devrait, au niveau continental, s'efforcer de tirer le plus grand profit de ce secteur pour renforcer en particulier l'autosuffisance individuelle et collective en matière de production et de disponibilité de produits alimentaires d'origine animale.

9. Le présent rapport est établi en application du Programme de travail de la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1986-1987 en matière d'alimentation et d'agriculture en Afrique, programme qui a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il est fondé sur des informations recueillies lors de visites effectuées sur le terrain et au cours d'entretiens avec les responsables de diverses organisations 2/.

2/ Les organismes ci-après ont été visités au Kenya : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Bureau interafricain des ressources animales de l'Organisation de l'unité africaine (IBAR), Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE), Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux (LIRMA), bureaux sous-régionaux de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et de la Banque mondiale en Afrique orientale et australe et Bureau de la Communauté économique européenne (CEE).

10. Le présent rapport a pour but de susciter le débat sur les conséquences des efforts déployés dans le passé pour le développement de l'élevage et de proposer d'autres voies pour promouvoir ce secteur. Il met l'accent sur les mesures propres à rendre les éleveurs responsables de leur propre développement et à poser des fondements solides pour une plus grande autosuffisance nationale et collective. Le chapitre II donne un bref aperçu du développement de l'élevage en Afrique et le chapitre III tire quelques enseignements des expériences passées. Le dernier chapitre présente enfin les conclusions et les recommandations.

II. BREF APERCU DU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

11. Les ressources tirées de l'élevage jouent un rôle important dans les économies de nombreux pays africains. Le secteur de l'élevage apporte une part importante dans le produit intérieur brut (PIB) et contribue beaucoup à réduire le chômage dans de nombreux pays. Il constitue également une source de devises. Il fournit en outre les matières premières nécessaires à de nombreuses industries sous forme de viande, de cuirs et de peaux, etc. et constitue lui-même une importante source de demande pour de nombreuses industries fournissant des facteurs de production à l'élevage tels que les aliments pour bétail, les produits et équipements vétérinaires et les biens de consommation manufacturés.

12. L'élevage qui constitue un important moyen de subsistance et une importante source de revenus pour la majorité des populations rurales, occupe une place primordiale dans l'économie rurale. Outre qu'il constitue une source supplémentaire d'emplois et de revenus dans les exploitations, l'élevage améliore également la productivité des cultures. Les animaux constituent en effet un moyen de traction pour le labourage, les semailles, le désherbage et les moissons, un moyen de transport des facteurs de production et des produits agricoles en particulier, un moyen de rémunération pour diverses activités menées dans les exploitations agricoles et une source d'emplois tels que l'engraissement domestique pendant la basse saison. Les agriculteurs remplacent parfois par le fumier le ciment, le bois de chauffe et les engrais importés, relativement onéreux. L'élevage permet la mise en valeur des terres impropres à la culture ou laissées en jachère et une utilisation rationnelle des sous-produits de l'agriculture. L'élevage constitue un moyen d'épargne et d'assurance facilement convertible en espèces, notamment pour les populations éloignées des services bancaires. Il joue un rôle social important dans de nombreuses communautés pastorales africaines, non seulement en tant que source de revenus et de prestige, mais également pour ses utilisations au cours de cérémonies religieuses et sociales, en particulier les mariages, où les animaux constituent une importante part de la dot.

13. Les possibilités d'intégration des économies pastorales africaines aux niveaux sous-régional et régional sont très grandes. Ce secteur se caractérise en effet par le mouvement des bêtes et des éleveurs à travers les frontières nationales, essentiellement à la recherche d'eau, de pâturages et de services vétérinaires et de commercialisation. Il n'est pas rare de rencontrer un éleveur détenteur de plusieurs cartes nationales d'identité. Bref, les entreprises travaillant dans le secteur de l'élevage remplissent la plupart des conditions énoncées dans les protocoles sur la libre circulation des

personnes et des biens à l'intérieur des groupements économiques et entre ces groupements. De plus, les produits d'origine animale remplissent les principes de base des protocoles sur la règle d'origine puisqu'ils sont, à quelques exceptions près, entièrement produits et traités en Afrique et commercialisés par des entreprises africaines. Dans la pratique, le commerce de ces produits est moins tributaire de la disponibilité des diverses monnaies nationales pour les partenaires.

14. L'élevage constitue une base pour le renforcement de la coopération entre pays producteurs. Cependant, les sécheresses de plus en plus fréquentes et généralisées touchent simultanément plusieurs pays voisins et ne connaissent pas les frontières politiques, pas plus que la mouche tsé-tsé, les tiques et les épizooties. Il s'ensuit que les efforts de développement entrepris dans un pays peuvent influencer sur les actions menées dans les pays voisins ou sur l'attitude de leur gouvernement et vice-versa.

15. Les productions animales peuvent constituer une source de coopération mutuellement bénéfique pour les pays africains à haut et à faible revenus. Les pays à faible revenu possèdent en effet de grandes potentialités sur le plan de la production et les pays à revenu élevé sur le plan de la demande, en particulier de viande et de lait. On a constaté du reste que même en période de restrictions commerciales, les trafiquants réussissaient toujours à approvisionner en viande de boucherie les marchés les plus rémunérateurs, les contrôles étant presque impossibles à la frontière.

16. En bref, le secteur de l'élevage est l'un des rares où les principes du Plan d'action de Lagos peuvent facilement être appliqués et efficacement. Tout développement soutenu de ce secteur passe par le renforcement des mesures faisant appel aux efforts propres de l'Afrique sur le plan collectif et individuel, et capables de déboucher à terme sur une plus grande autosuffisance individuelle et collective en matière de production et d'offre de produits agro-pastoraux.

17. Compte tenu du potentiel du secteur de l'élevage, il était normal que les gouvernements africains s'efforcent de mobiliser ce potentiel pour améliorer sa contribution aux objectifs globaux de développement. Mais il importe, pour ce faire, que les problèmes liés au développement de l'élevage soient clairement définis et soigneusement traités.

A. Problèmes posés par le développement de l'élevage

18. Le secteur de l'élevage est dominé dans toute l'Afrique par le secteur privé et fait appel à très peu de technologie. Dans les zones pastorales, en particulier, où se fait l'essentiel de la production, celle-ci se situe à peu près au niveau des besoins de subsistance en ce qui concerne l'utilisation des facteurs de production. Par ailleurs, le producteur individuel tend à réduire au minimum l'écoulement des bêtes pour la production de viande, préoccupé qu'il est de satisfaire les besoins de subsistance de sa famille en viande, lait et autres biens et services, d'assurer la reconstitution des troupeaux après de graves sécheresses ou de graves épizooties, de faire face aux contraintes institutionnelles et de se débrouiller avec les maigres ressources et services disponibles.

19. Bien que rationnel sur le plan individuel, ce comportement conduit, sur le plan global, à une sous-exploitation des ressources nationales en pâturages et en bétail. Un conflit apparaît ainsi entre les objectifs du producteur individuel et ceux de la société, qui constitue en général l'exploitation optimale de toutes les ressources nationales en bétail et en pâturages en vue d'accroître l'offre de viande et de lait de qualité à des prix concurrentiels.

20. Le problème du développement de l'élevage se ramène ainsi à la question de savoir comment on peut concilier les objectifs du producteur et ceux de la société. Les solutions à ce problème consistent en principe à réduire ou à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les producteurs et qui déterminent leur comportement afin d'améliorer constamment la production. Elles consistent en outre à prendre des mesures et des dispositions de nature à accroître l'efficacité dans le domaine de l'élevage, tant en ce qui concerne les moyens de production que la production elle-même, afin que celle-ci réponde à la demande.

B. Moyens mis en oeuvre pour développer l'élevage

21. Comme on pouvait le prévoir, les gouvernements africains sont intervenus dans ce secteur et ont d'abord axé leurs efforts sur la limitation des effets des maladies et de la sécheresse, les deux facteurs fondamentaux qui poussent les producteurs individuels à vouloir reconstituer leurs troupeaux. Ces efforts ont également porté sur la formation de diplômés de l'université, la mise au point et le transfert de technologies en matière d'élevage, de traction, de production intensive de viande et de lait, de lutte contre les parasites et les maladies du bétail de même que sur la mise en place d'installations et services de transformation et de commercialisation.

22. En outre, les gouvernements africains ont établi des accords bilatéraux et multilatéraux sur la production et le commerce de produits et sous-produits de l'élevage afin d'accroître l'autosuffisance collective et de diversifier les débouchés. La CEE en particulier autorise depuis 1985 des importations accrues de viande de boeuf exonérées des droits tarifaires et soumises à des impôts réduits en provenance de certains pays africains (FAO, 1986a). Certains produits de l'élevage d'origine africaine sont également couverts par le programme de stabilisation des exportations (Stabex) de la CEE.

23. Etant donné que la production ainsi que les échanges dans le secteur de l'élevage ont toujours été et restent essentiellement le fait de particuliers dans les pays africains, l'on devrait espérer que les interventions gouvernementales tendent plutôt à créer un climat économique favorable au développement et au renforcement de la capacité d'auto-assistance, d'autosuffisance et d'indépendance des producteurs et commerçants autochtones en vue d'accroître la production de viande et de lait de qualité à des prix raisonnables. Parallèlement, des mesures et des dispositions législatives et réglementaires devraient être prises pour assurer la protection de la santé publique, la protection et la conservation de l'environnement et permettre la distribution des revenus au niveau national. Dans l'ensemble, les mesures politiques devraient tendre à renforcer la capacité du secteur de l'élevage de mieux satisfaire les besoins de la population.

24. Cependant, les interventions antérieures étaient basées sur de fausses hypothèses. En effet, la réduction au minimum de la vente des bêtes s'expliquait principalement par le désir de l'éleveur de s'affirmer sur le plan social et/ou de retirer le plus grand profit possible des ressources des parcours publics dans une société réputée pour sa mobilité constante (transhumance ou nomadisme). Aussi, les planificateurs ont-ils pensé que l'accent devait être mis sur le bétail plutôt que sur les propriétaires, et qu'ils feraient mieux de ne faire intervenir ces derniers qu'au stade de l'exécution du projet et souvent sans demander leur avis. Cette disposition s'est traduite, de toute évidence, par une participation infime des éleveurs aux efforts des gouvernements.

25. En conséquence, la plupart des gouvernements africains ont tenté de remplacer un secteur privé bien établi et efficace par des initiatives du secteur public, notamment par la promotion de projets et la création d'organismes semi-publics. Ces gouvernements ont ainsi assumé l'entière responsabilité de fournir les investissements de base ainsi que les facteurs de production et les services, aux deux niveaux de la production et de la commercialisation, négligeant de définir et de prendre des mesures efficaces en ce qui concerne les charges à payer par les utilisateurs ou un code d'utilisation des parcours régi par une législation appropriée.

26. De plus, les ressources des gouvernements, en particulier financières, n'étaient pas suffisantes pour permettre l'application de cette politique et de ses programmes connexes, d'où l'appel à l'aide lancé à la communauté internationale. Le secteur de l'élevage en Afrique a ainsi bénéficié d'une sollicitude et d'un soutien particuliers surtout dans les années 70, à la suite des manifestations de la peste bovine et de l'apparition de la sécheresse au Sahel. Un certain nombre de projets financés par des organismes internationaux et couvrant pratiquement tous les aspects de la recherche - développement dans le secteur de l'élevage ont été lancés aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

27. En raison de l'importance des problèmes liés au secteur de l'élevage, l'intervention d'un grand nombre d'organismes de prêt et de financement était nécessaire pour chaque pays. Chaque organisme choisissait son cadre d'activité et ses stratégies d'intervention dans le secteur de l'élevage en Afrique, souvent après une consultation sommaire avec les autres organismes et avec les pays hôtes. En conséquence, les gouvernements bénéficiaires étaient accablés de toute une série de politiques de développement du secteur de l'élevage, différentes et souvent contradictoires ainsi que de projets fragmentaires. Le facteur le plus important c'est que le rôle moteur dans la préparation, voire l'identification, l'exécution et l'évaluation des projets était assumé par les organismes de financement et de prêt. Des conditions préalables au dégagement des fonds comportaient souvent d'importantes réformes administratives et politiques imposées aux pays bénéficiaires.

28. Etant donné que l'ambition des pays importateurs et exportateurs, même par l'intermédiaire d'organisations sous-régionales comme le CILSS et la CEBV en Afrique de l'Ouest, était d'assurer l'autosuffisance au niveau national dans le domaine de la production et de l'offre des intrants et des produits de l'élevage, ces pays se livraient à une concurrence âpre pour obtenir l'aide au développement, une aide plutôt limitée. Cette situation a entraîné une

allocation insuffisante des ressources et de l'aide au développement du secteur de l'élevage et a rendu difficile toute coopération sous-régionale et régionale efficace en faveur de l'intégration des secteurs de l'élevage en Afrique.

C. Mobilisation des ressources

29. Comme il a déjà été dit, l'Afrique dépend fortement de l'extérieur pour la mise en oeuvre de ses politiques et programmes concernant le secteur de l'élevage, et les interventions gouvernementales étaient destinées à assurer l'autosuffisance individuelle dans le secteur agro-pastoral. Dans la présente étude, on suppose que la participation propre de l'Afrique dans le développement du secteur de l'élevage est évaluée à 20 p. 100 environ (en dollars E.-U.) des engagements globaux au cours de la période considérée. En conséquence, on comprend pourquoi l'Afrique n'a pas été en mesure d'allouer les ressources extérieures à ses programmes prioritaires du secteur de l'élevage.

30. Les données et les informations sur les efforts déployés par l'Afrique pour mobiliser les ressources extérieures sont plutôt maigres. Par-dessus tout, ces ressources sont gérées par les organismes de financement et de prêt et entre les ressources engagées et déboursées il existe des différences considérables. De plus, il est difficile d'obtenir des informations sur l'aide bilatérale qui a constitué une part plus importante des engagements globaux dans les années 80. Aussi faudrait-il examiner avec prudence les informations sur les ressources financières allouées au secteur de l'élevage.

31. Globalement, l'assistance au développement du secteur de l'élevage dans les pays en développement semble avoir diminué au cours des dernières années, du moins en volume des ressources financières et compte tenu de l'inflation. Entre le milieu des années 70 et le début des années 80, l'Afrique a reçu la part la plus importante des fonds destinés au secteur de l'élevage, sans doute parce que près de la moitié des pays de la région pouvaient bénéficier, à des conditions de faveur, de l'assistance de l'Association pour le développement international (IDA). La part de l'aide multilatérale pour le secteur de l'élevage dans l'aide globale a été réduite et les conditions d'octroi sont devenues plus rigoureuses. Parallèlement, un certain nombre de pays et d'organisations internationales ont fait des coupes sombres dans leurs fonds d'assistance à certains projets dans le secteur de l'élevage (FAO 1986b).

32. Au cours de la période 1974-1983, les ressources financières extérieures destinées au secteur de l'élevage en Afrique se sont élevées à 789 millions de dollars E.-U. à l'exclusion des subventions au titre de l'assistance technique accordées par le PNUD par l'entremise de la FAO, des Fonds de dépôt et du Programme de coopération technique de la FAO (FAO 1986a). En supposant que les ressources reçues par l'intermédiaire de la FAO atteignaient en moyenne 20 millions de dollars E.-U. par an, le montant total des ressources extérieures aurait dû atteindre 989 millions de dollars E.-U. Les chiffres comparatifs pour la période allant de 1960 à 1975 étaient évalués à plus de 600 millions de dollars E.-U. (Jahnke, 1982). Les ressources globales (intérieures et extérieures) dégagées pour le secteur de l'élevage en tenant compte de la participation éventuelle de l'Afrique à hauteur de 20 p. 100 des engagements globaux, pourraient donc se chiffrer respectivement à 1 milliard 236 millions de dollars E.-U. entre 1960-1975 et 750 millions de dollars E.-U. entre 1974

et 1983. Même sans prendre en compte le chevauchement entre les deux périodes, les engagements globaux seraient inférieurs à 2 milliards de dollars pendant près d'un quart de siècle. Cette somme est même inférieure à l'objectif de 2,4 milliards de dollars E.-U. (prise de 1979) fixé dans le Plan d'action de Lagos rien que pour la période 1980-1985 (OUA, 1981). L'assistance de certaines des institutions pour lesquelles les informations sont disponibles est examinée ci-après.

1. Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)

33. Au cours de ses dix premières années de fonctionnement, 1975-1984, la BADEA a apporté une modeste contribution au développement du secteur de l'élevage en accordant à six pays 19,2 millions de dollars E.-U. Les prêts étaient assortis d'un faible taux d'intérêt de 1 ou 2 p. 100. Le moratoire variait entre 3 et 10 ans et le délai de remboursement de 10 à 25 ans. La part du secteur de l'élevage dans les prêts globaux de la BADEA à l'Afrique était de 22 p. 100.

34. Certains des projets étaient entièrement financés par la BADEA, d'autres étant cofinancés avec la participation de la Banque islamique de développement ou du Fonds du Koweït et/ou de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole. Le coût global de ces projets avec financement de la BADEA s'est élevé à 55 millions de dollars E.-U. (BADEA, 1985).

2. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

35. La FAO assiste le secteur de l'élevage africain dans le cadre de trois principaux programmes financés par le PNUD, les Fonds de dépôt et le Programme de coopération technique. Au cours de la période allant de 1978 à 1983, les fonds d'assistance technique au secteur de l'élevage par l'intermédiaire de la FAO ont connu une légère baisse malgré une augmentation de cette dotation au titre de l'ensemble du secteur agricole. Plusieurs pays, notamment la Libye, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Danemark, la Finlande, la Suède et la Suisse contribuent au Fonds de dépôt (FAO, 1986b).

36. En 1982, le budget global des 197 projets locaux réalisés par la FAO était évalué à 160,5 millions de dollars E.-U. avec des dépenses de 22,7 millions de dollars en 1982. La plus grande part des investissements pour le développement du secteur de l'élevage était assurée sous forme de prêts à des conditions de faveur. Il convient de noter que le PNUD, qui est le principal fournisseur de capitaux à la FAO, exécute actuellement quelques projets directement dans les pays bénéficiaires (FAO, 1985).

3. La Communauté économique européenne

37. Dans le cadre de la Convention de Yaoundé et des Conventions de Lomé I et Lomé II, la Communauté a engagé près de 145 millions de ECU (cumulés aux taux de change de 1982) essentiellement destinés au développement du secteur de l'élevage en Afrique. Le taux moyen du déblocage des fonds était de 74 p. 100 pour les trois premiers cycles du Fonds européen de développement (FED) (SOTESA, 1982).

38. Dans l'ensemble, près de 3 p. 100 du FED étaient réservés au secteur de l'élevage. Les chiffres comparatifs des fonds débloqués étaient légèrement supérieurs à 2 p. 100. Il est vrai que depuis le deuxième FED, les fonds alloués au secteur de l'élevage se sont accrus en valeur absolue, mais ils sont en baisse au regard de la part de ce secteur dans les dépenses globales.

4. Le Fonds international de développement agricole (FIDA)

39. Au cours de la période allant de 1978 à 1986, le FIDA a accordé six prêts à cinq pays à des taux hautement favorables pour le développement du secteur de l'élevage. Les fonds globaux engagés se chiffraient à 40 millions de dollars E.-U. ou 21 p. 100 des sommes globales prêtées à l'Afrique. Comme la BADEA, le FIDA a participé au cofinancement de projets et sa contribution dans le coût global de ces derniers s'est élevée à 30 p. 100 environ (FIDA, 1986).

5. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)

40. L'USAID participe activement au développement du secteur de l'élevage en Afrique. Jusqu'en 1980, elle avait financé 65 projets. Bien que l'accent soit fortement mis sur les programmes bilatéraux axés sur les besoins prioritaires des pays concernés, l'USAID a néanmoins financé 13 projets sous-régionaux. Quelque 60 p. 100 des projets ont été entrepris entre 1975 et 1980.

6. La Banque mondiale

41. De 1967 à 1981, la Banque mondiale, y compris l'Association internationale de développement, a participé à l'exécution de 34 projets du secteur de l'élevage pour 295 millions de dollars E.-U. environ sur un coût global de 570 millions de dollars. En plus, elle a financé la composante "élevage" des projets ruraux intégrés jusqu'à concurrence de quelque 180 millions de dollars.

42. L'intervention de la Banque dans le secteur de l'élevage en Afrique s'est rapidement accrue en termes réels jusqu'en 1975; elle a diminué par la suite pour les projets concernant exclusivement le secteur de l'élevage. C'est ainsi que les engagements multilatéraux annuels dans le secteur de l'élevage sont tombés au milieu des années 70 de 79 à 9 p. 100 seulement au milieu des années 80. Les conditions des prêts sont également devenues plus dures puisque 45 p. 100 seulement de ces derniers étaient consentis à des conditions de faveur au début des années 80 contre 70 p. 100 au milieu des années 70 (FAO, 1986b).

43. L'impact réel des ressources dégagées en faveur du secteur de l'élevage se traduit par la mise en place d'institutions et le perfectionnement de la main-d'oeuvre. Par exemple, avec 22 laboratoires vétérinaires produisant des vaccins et quatre laboratoires supplémentaires en cours de création, l'Afrique serait dotée en moyenne d'un laboratoire de production de vaccins pour deux pays. La quasi-totalité des pays africains possèdent au moins un laboratoire de diagnostic. Plus de 16 000 vétérinaires ont été formés pour l'Afrique qui compte près de 15 000 bêtes par vétérinaire. Des abattoirs modernes et de type rural ont été construits respectivement dans la plupart des centres urbains et dans quelques grands villages. Des unités industrielles

à base de produits d'élevage, notamment des tanneries, ont été construites dans certains pays tandis que dans la quasi-totalité des pays, des institutions de recherche et de formation ont été créées.

44. Aux niveaux sous-régional et régional existent le Bureau interafricain des ressources animales (IBAR) de l'OUA (Kenya), la Communauté économique du bétail et de la viande (CEBV), (Burkina Faso), l'Institut de recherche agronomique et zootechnique (IRAZ), (Burundi). Par ailleurs, de nombreuses autres organisations intergouvernementales ont des divisions chargées de la recherche-développement en matière d'élevage dans leurs juridictions respectives. Au niveau international, les institutions comme le CIPEA, LIRMA, ICIPE ont été créées et travaillent exclusivement ou partiellement sur les questions liées au secteur de l'élevage en Afrique.

D. Résultats du secteur de l'élevage, 1975-1985

45. En analysant les résultats du secteur de l'élevage, il est difficile de cerner ce qui tient aux interventions des gouvernements africains avec l'aide de la communauté internationale. Dans l'ensemble, les interventions publiques ont plutôt fait obstacle à la capacité d'autosuffisance, d'auto-assistance et d'indépendance des producteurs et des commerçants "traditionnels", tandis que ces derniers ont souvent constitué un frein à l'exécution harmonieuse des projets et politiques, et à l'application des lois et règlements en matière d'élevage. Par-dessus tout, les interventions antérieures, qui visaient pourtant à réduire les effets des épizooties et de la sécheresse, ont été inefficaces. En conséquence, le producteur, qui n'aime pas prendre de risques, n'avait d'autre choix que de renforcer la reconstitution de ses troupeaux en vendant le moins de bêtes possible pour la production de viande.

46. C'est la société dans son ensemble qui n'a pas pu tirer le maximum de ses richesses dans le secteur de l'élevage et qui a dû supporter les coûts sociaux de la dégradation accrue de l'environnement et de la désertification. En particulier, le secteur de l'élevage a contribué de façon de plus en plus marquée à la détérioration de la balance commerciale et de la balance des paiements des pays africains importateurs et exportateurs.

1. Caractéristiques du secteur de l'élevage en Afrique

47. En mesurant les résultats du secteur de l'élevage, il importe d'en rappeler les caractéristiques essentielles afin d'éviter toute mauvaise interprétation des indicateurs. Pour prendre le cas des bovins, pour lesquels on dispose de davantage de données fiables, moins de 11 p. 100 ont été abattus pour la production de la viande. Un peu plus de huit unités de bétail étaient nécessaires pour produire une tonne métrique de viande. L'âge moyen des boeufs abattus était de six ans et la production moyenne des vaches laitières était inférieure à trois litres (le plus souvent entre 1,5 et 2,5 litres). Le taux de mortalité moyen des bovins était de 11 p. 100 environ et le taux de croissance annuel était de 1,2 p. 100. L'indice de productivité, défini dans la présente étude comme la somme du taux de croissance et du taux d'écoulement, a été en moyenne de 12 p. 100 au cours de la période 1972-1982.

48. Lorsqu'on compare ces données à celles des pays occidentaux, on arrive souvent à la conclusion que le secteur agro-pastoral est caractérisé en Afrique par sa faible productivité et l'étendue des troupeaux, et que les producteurs africains sont arriérés et ont un comportement irrationnel. Cette dernière allégation ne pourrait être vraie que si les objectifs, les activités de production, la base des ressources et le contexte socio-économique des éleveurs africains étaient comparables à ceux des pays développés, ce qui n'est pas le cas. La plupart des producteurs des pays occidentaux cherchent à maximiser les profits tirés de la vente de lait ou de viande, compte tenu de la disponibilité de ressources limitées; pour l'éleveur africain au contraire, l'incidence des calamités sur sa prise de décisions est telle qu'il s'attache à conserver un plus grand nombre de bêtes de divers types, sexes et âges pour se prémunir contre les risques.

49. Le comportement des éleveurs africains et européens apparaît par conséquent rationnel, compte tenu de cette divergence d'objectifs. Mais le comportement des éleveurs africains considérés comme un groupe constitue un obstacle majeur aux objectifs de la société. Dans les pays européens, la gestion de l'élevage et des ressources nécessaires telles que les aliments et l'eau est le fait de particuliers; en Afrique, par contre, si les animaux sont la propriété de particuliers qui les exploitent à leur compte, les ressources essentielles (fourrage et eau) sont généralement la propriété de la collectivité et souvent exploitées gratuitement dans la plupart des régions pastorales et contrôlées, dans une certaine mesure seulement, dans les zones de culture et de production intensive de viande, de lait et d'oeufs. La tendance générale de la production pastorale est par conséquent déterminée par la disponibilité du fourrage et de l'eau. Compte tenu des conditions écologiques de l'Afrique, l'acclimatation des espèces exotiques est difficile et ne permet pas aux animaux de donner tout leur potentiel génétique. Par conséquent, la production pastorale dépendra encore longtemps des espèces indigènes mieux adaptées, mais moins productives, tant que les généticiens n'auront pas mis au point des espèces adaptées aux conditions écologiques de l'Afrique.

50. Compte tenu des divergences entre les objectifs et les stratégies des éleveurs pris individuellement ou comme un groupe, d'une part, et ceux des gouvernements et des organismes de financement, d'autre part, il est assez difficile d'arrêter une série de critères satisfaisants pour mesurer les résultats du secteur de l'élevage en Afrique. La présente étude analyse cependant les données statistiques disponibles sur la production, la consommation et le commerce de produits de l'élevage au cours de ces dix dernières années. Cette analyse se fonde essentiellement sur l'importance relative et la tendance générale des changements intervenus plutôt que sur des valeurs absolues, les données relatives au secteur de l'élevage devant être considérées avec beaucoup de réserves. Les données statistiques ont surtout été tirées des imprimés d'ordinateurs et des annuaires de la FAO sur la production et le commerce.

2. Cheptel

51. Le cheptel du continent (boeufs, buffles, moutons, chèvres, chameaux, porcs, chevaux et volaille) qui était estimé à 221,5 millions d'unités de bétail tropical en 1985, s'est accru à un rythme annuel moyen de 1,3 p. 100 au cours de ces dix dernières années. On a constaté d'importantes variations

des taux de croissance au fil des ans et entre les diverses catégories d'animaux et les différentes sous-régions. C'est ainsi que la répartition du cheptel laissait apparaître une prédominance de boeufs et de petits ruminants au cours de la période 1975-1985. De même, une grande partie du cheptel était concentrée dans la sous-région de l'Afrique orientale et australe (tableaux 1 et 2).

52. Le nombre de bovins du continent africain était estimé à 163 millions en 1985, soit 12 p. 100 du cheptel mondial. Le taux de croissance annuel moyen au cours de la période 1975-1985, qui était le même que le taux de croissance mondial, était estimé à 1,3 p. 100. Toutes les sous-régions avaient un taux de croissance annuel moyen supérieur à celui du continent, sauf en ce qui concerne les pays des Grands Lacs (-0,5 p. 100) et la sous-région de l'Afrique orientale et australe (0,9 p. 100). La sous-région de l'Afrique centrale en particulier affichait un taux double de celui du continent. Environ 94 p. 100 du cheptel était concentré dans trois sous-régions en 1985, à savoir l'Afrique orientale et australe (55 p. 100), l'Afrique occidentale (20 p. 100) et l'Afrique du Nord (19 p. 100) (tableau 2).

53. Environ 19 p. 100 du cheptel mondial de petits ruminants se trouvait en Afrique en 1985. Le taux de croissance annuel moyen du cheptel ovin était de 1,7 p. 100, soit 3,4 fois le taux de croissance mondial. A l'exception de l'Afrique centrale où il était négatif (-0,5 p. 100), le taux de croissance annuel moyen de toutes les autres sous-régions était plus du double du taux mondial. Le cheptel caprin (147 millions de têtes), qui représentait environ 32 p. 100 du cheptel mondial, avait un taux de croissance annuel moyen de 1,2 p. 100 au cours de la période considérée. Excepté dans les pays des Grands Lacs (1,7 p. 100) et en Afrique orientale et australe (1,3 p. 100), le taux de croissance annuel moyen était soit négatif (-0,5 p. 100) en Afrique centrale et orientale, soit inférieur à 1 p. 100 (0,6 p. 100) en Afrique du Nord (tableau 2).

54. L'Afrique comptait en 1985 75 p. 100 environ de l'ensemble des chameaux du monde, dont 57 p. 100 environ en Afrique occidentale et aucun dans les pays des Grands Lacs. Le taux de croissance annuel le plus élevé était enregistré dans la sous-région de l'Afrique orientale et australe (3,1 p. 100) et le plus faible en Afrique centrale (-2 p. 100) (tableau 2).

55. La production de non-ruminants favorisée par les techniques modernes s'est accrue plus rapidement que celle des ruminants au cours de la période considérée. Le cheptel porcin, estimé à 9,4 millions de têtes en 1985, soit 1 p. 100 du cheptel mondial, s'est accru à un taux de 2,9 p. 100 par an au cours de la période 1975-1985. Le taux de croissance le plus élevé a été enregistré en Afrique du Nord (8,3 p. 100) et le taux le moins élevé en Afrique centrale. L'Afrique comptait moins de 9 p. 100 de la volaille mondiale en 1985. A l'exception de l'Afrique centrale et de l'Afrique orientale et australe, le taux de croissance annuelle moyen de chacune des autres sous-régions était beaucoup plus élevé que le taux de croissance mondial.

3. Production de viande

56. Bien que les variations annuelles du taux de croissance de chaque catégorie soient plus élevées en Afrique que dans le monde, tel n'est pas le cas en ce qui concerne la productivité par tête. En effet, la productivité moyenne

par unité de bétail (bovins, ovins et caprins), qui était de 40 kg de viande dans le monde en 1985, atteignait seulement la moitié de ce chiffre en Afrique. Au cours de la même année, l'Afrique comptait 13 p. 100 environ du nombre total de boeufs, de buffles, de moutons et de chèvres du monde, mais a produit seulement 7 p. 100 environ de la viande de ces diverses catégories, en raison essentiellement des faibles taux de vente et du faible poids des carcasses.

57. Compte tenu des différences entre les systèmes de production et les milieux socio-économiques dans lesquels les divers intervenants travaillent, en particulier les pasteurs, les commerçants, les négociants et les bouchers, on comprend parfaitement l'écart de productivité qui existe entre l'Afrique et le monde ^{3/}. Il faut cependant tout mettre en oeuvre pour réduire l'écart entre la productivité des années normales et celle observée au cours des deux à quatre années qui suivent une grande sécheresse. En effet, la productivité du bétail, et en particulier des bovins, est beaucoup plus élevée après une grande sécheresse par l'accroissement du gain de poids, l'amélioration de la santé, le rapprochement des portées et la réduction de la mortalité. Les bêtes peuvent en particulier être abattues plus jeunes et atteindre un poids presque record au moment de l'abattage.

58. La production intérieure de viande de l'Afrique était estimée au total à 6,3 millions de tonnes en 1985, dont 61 p. 100 de viande de boeuf et de mouton. Au cours de la période considérée, la part de la volaille dans la production totale de viande est passée de 13 à 19 p. 100, tandis que celle de la viande de porc est restée à 4,8 p. 100.

59. Au cours des dix dernières années, la production totale de viande s'est accrue à un taux annuel moyen de 2,8 p. 100, taux légèrement supérieur à celui de la croissance démographique. Une croissance spectaculaire a été observée dans le sous-secteur de la volaille, avec un taux moyen de 6,2 p. 100 par an. Mais un fléchissement a été enregistré entre la période 1975-1980 (7 p. 100) et la période 1980-1985 (4,4 p. 100), en raison peut-être de difficultés d'approvisionnement en aliments pour la volaille.

4. Commerce des produits de l'élevage

60. Les importations de productions animales de 45 pays africains ont atteint près de 2 milliards 188 millions de dollars E.U. en 1984, contre 633 millions de dollars en 1975. Les importations totales du continent ont progressé à un taux annuel moyen de 13,2 p. 100 au cours de la période 1975 à 1984. Les importations de produits laitiers et de produits carnés se sont accrues à un taux annuel moyen de 10,4 et 21 p. 100 respectivement. C'est la sous-région de l'Afrique du Nord qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé en ce qui concerne les produits carnés (27 p. 100) et les produits laitiers (13,4 p. 100). Même dans les principales sous-régions en matière d'élevage que sont l'Afrique de l'ouest et l'Afrique orientale et australe, les importations de viande ont progressé de quelque 17 p. 100 par an (tableau 4).

^{3/} Voir annexe 2 : Facteurs déterminant l'offre de viande en Afrique.

61. Les exportations de productions animales sont tombées de 161 millions de dollars E.U. en 1975 à 112 millions en 1984. Plus de 93 p. 100 de ces revenus provenaient des exportations de viande. Au cours de la période considérée, les pays africains ont rencontré une très vive concurrence de la part des producteurs de viande d'Amérique latine et d'Europe occidentale et, plus récemment, des Etats Unis d'Amérique. Le déficit commercial, estimé à 472 millions de dollars E.U. en 1975, a avoisiné 2 milliards 076 millions en 1984.

5. Offre et utilisation de la viande

62. L'offre totale de viande en 1984 (production du continent plus les importations) était estimée à 6,7 millions de tonnes, soit un accroissement de 145 p. 100 par rapport à 1975. Au cours de cette période, la production de viande du continent s'est accrue à un rythme annuel de 2,8 p. 100. Bien que ce taux soit légèrement supérieur à celui de la croissance démographique, il n'a cependant pas été suffisant pour compenser les effets de l'augmentation des revenus. Il s'ensuit que les importations de viande de 1984 ont été six fois plus élevées que celles de 1975 (tableau 3).

63. Si l'Afrique a pu produire 102 p. 100 de sa consommation totale de viande en 1975, ce taux de couverture est tombé dix années plus tard à 93 p. 100 environ. Cette dégradation du taux d'autosuffisance était surtout due aux mauvaises politiques de production et de vente des gouvernements africains qui ont même permis une concurrence déloyale de la part des producteurs non africains sur le marché africain de la viande. C'est ainsi que les exportateurs d'Amérique latine d'abord, au cours des années 70 et ceux des pays de la CEE au cours de ces dernières années, sont devenus les principaux fournisseurs de viande dans presque toutes les sous-régions, par des distortions commerciales sur le marché africain. Les remises accordées sur les carcasses de boeufs fraîches s'élevaient par exemple à 1,425 ECU la tonne, soit la moitié environ du prix du boeuf de boucherie sur le marché intérieur de la Communauté. De même, dans le cadre du programme des Etats-Unis de promotion des exportations, de grandes quantités de volaille ont été expédiées en Egypte grâce à des subventions à peu près égales aux bénéfices escomptables franco à bord (FAO, 1986a).

64. Les exportations totales de viande étaient estimées à 55 000 tonnes en 1984, contre 118 000 tonnes en 1975, soit un taux de régression annuel moyen de 7,5 p. 100 au cours de la période 1975-1984. Le Botswana, le Kenya, Madagascar, le Swaziland et le Zimbabwe qui bénéficient d'un accès préférentiel au marché de la viande de la CEE pour des quantités limitées, ont essentiellement exporté vers cette région. Cependant, la CEE, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Proche-Orient ont suspendu leurs importations du fait des épidémies, notamment de peste bovine, en Afrique.

65. En supposant que le cheptel à l'ouverture de l'exercice équivait à celui de la clôture, la consommation effective est égale à la somme de la production continentale et des importations nettes. La quantité totale de viande consommée est estimée à 7,1 millions de tonnes en 1984, soit 156 p. 100 de ce qu'elle était en 1975. La consommation de viande a ainsi connu une croissance annuelle moyenne de 4,5 p. 100 au cours de la période considérée.

66. Le type de viande consommée en Afrique a considérablement changé depuis 1975. En effet, la proportion de viande rouge a diminué au profit de la viande de volaille. La consommation par habitant varie de 18 kg pour les Nord-Africains à 7 kg pour les ressortissants des pays des Grands Lacs.

67. Etant donné que l'augmentation de la production de viande avait pour cause principale le nombre d'animaux abattus et non le poids des carcasses, on peut conclure que les projets gouvernementaux visant à accroître la productivité grâce à de meilleurs rendements ont été décevants. En effet, la secteur de l'élevage n'a pas produit les résultats escomptés, situation que toutes les parties intéressées, à savoir les donateurs, les pays bénéficiaires, les producteurs et les consommateurs, ont reconnue.

III. ENSEIGNEMENTS TIRES

68. Le secteur de l'élevage africain est caractérisé par certaines incohérences qui ne permettent pas de tirer aisément de ses ressources le maximum de profit possible. Tout d'abord, ce secteur a les possibilités de se développer par ses moyens internes, mais invariablement et dans tout le continent, les gouvernements ont choisi de dépendre de sources autres que les producteurs, le pays et la région pour développer leur propre secteur de l'élevage. Etant donné que l'élevage constitue une source potentielle pour assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaires dans un continent miné par des crises alimentaires, les ressources allouées au développement de ce secteur sont non seulement dérisoires mais tendent d'une année à l'autre, à diminuer en termes réels. Tandis que le financement public fait généralement défaut et en particulier dans un secteur où les opérateurs sont capables d'acheter les facteurs de production et les services, les gouvernements africains assumaient l'entière responsabilité d'assurer les investissements et de fournir gratuitement les facteurs de production et les services de base, en particulier au niveau de la production.

69. En second lieu, bien que le développement soutenu du secteur, même au niveau national, nécessite une coopération effective entre pays voisins et que celui-ci constitue une source potentielle pour une coopération mutuellement avantageuse entre les pays producteurs, importateurs et exportateurs, le Plan d'action de Lagos n'a pas eu une incidence notable sur l'intégration des productions animales en Afrique. Paradoxalement, alors que certains pays enregistrent un excédent de l'offre d'animaux de boucherie et des facteurs de production, la demande est excessivement forte dans d'autres pays et l'Afrique est de plus en plus tributaire de fournisseurs étrangers.

70. En troisième lieu, depuis 1980, il était manifeste que le secteur de l'élevage africain intéressait de moins en moins la communauté internationale. Néanmoins, 28 pays dont le cheptel risquait de contracter la peste bovine, dépendaient entièrement de la sollicitude de la communauté internationale en ce qui concerne la lutte contre cette épizootie particulièrement dévastatrice et son éradication. En conséquence, aucune solution globale n'est intervenue pour l'éradication de ce fléau qui est apparu pour la première fois sur le continent africain en 1978.

71. En raison de ces incohérences, les efforts des gouvernements visant à développer le secteur de l'élevage ont certes été louables, mais ils ont connu des fortunes diverses et un succès généralement limité. Les attentes des

gouvernements, des organismes d'aide et de prêt, des producteurs et des consommateurs étaient trop élevées pour être réalistes en ce qui concerne les projets pouvant être exécutés selon les méthodes adoptées en matière de développement. En fait, les efforts déployés n'ont pas toujours été à la hauteur des problèmes auxquels étaient confrontés les opérateurs privés, tant au niveau de la production qu'à celui de la commercialisation, ni du potentiel du secteur de l'élevage, surtout si l'on considère que le flux moyen des ressources totales annuelles (intérieures et extérieures) en faveur du secteur pastoral s'est élevé à 50 millions de dollars E.U. environ au cours de la période allant de 1960 à 1975, et à 124 millions de dollars au cours de la période 1974-1983.

72. En supposant que le cheptel se chiffre en moyenne à 200 millions d'unité par an, la moyenne des ressources engagées par unité ne serait que de 25 et 65 cents E.U. pendant les périodes 1960-1975 et 1974-1983, respectivement. De plus, si l'on considère que 70 p. 100 des fonds engagés ont été dépensés au titre du personnel, l'engagement moyen par unité de bétail, à l'exclusion des dépenses de personnel, aurait été de 8 et 19 cents pendant les périodes 1960-1975 et 1974-1983. Etant donné qu'il existe souvent un décalage et même une différence entre l'engagement et le déblocage des ressources, on comprend aisément pourquoi, au cours des trois dernières décennies, les interventions publiques dans le secteur n'ont apporté aucun changement marquant et durable, en particulier dans les régions pastorales.

73. Même dans les domaines les plus en vue tels que les infrastructures et la main-d'oeuvre qualifiée, les gouvernements africains ont de graves difficultés à utiliser ces services de façon optimale. Faute de dispositions pour leur amortissement, un grand nombre d'équipement vieillissent et sont utilisés au-delà de leur durée économique; certains même doivent être remplacés. Plus des trois quarts des budgets nationaux du secteur de l'élevage étant consacrés aux dépenses de personnel, il ne reste pratiquement plus aucune ressource matérielle pour exécuter les projets. D'autres part, de nombreux laboratoires manquent de fonds de roulement et ne sont donc pas en mesure de répondre aux normes de qualité et aux exigences de la demande.

74. Le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres organismes s'emploient actuellement de façon très active à ramener à un niveau raisonnable les dépenses de personnel, soit par le biais de la retraite anticipée et la réduction des salaires, soit par le blocage des recrutements dans le secteur public, notamment dans celui de l'élevage ^{4/}. Bien qu'elles soient valables, ces mesures n'apporteront aucune solution durable aux problèmes du secteur de l'élevage, en particulier dans les zones pastorales, si l'on ne change pas les approches actuelles en matière de développement. En fait, il ne faudrait pas oublier que si tout fonctionnait correctement il y aurait pénurie de personnel et que la formation de la main-d'oeuvre est un processus à long terme.

75. En tout état de cause, certains facteurs sont devenus évidents au cours des dernières années. Tout d'abord, la confiance des organismes de financement acquise dans les années 70 a commencé à diminuer dans les années 80 comme

^{4/} On estime généralement que les coûts opérationnels d'un service d'élevage efficace devraient être à peu près égaux aux dépenses de personnel.

en témoigne le succès très limité obtenu au cours des cinq dernières années dans la mobilisation de l'aide internationale pour lancer une deuxième campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine.

76. Deuxièmement, lorsque les conditions de prêt de financement de projets d'élevage sont devenues plus rigoureuses, 32 pays environ ont été obligés d'échelonner leurs dettes au cours des trois dernières années. Cette disposition compromet bien entendu l'accès des gouvernements africains au crédit sur le marché monétaire international.

77. Troisièmement, les principaux organismes de financement du développement du secteur de l'élevage en Afrique sont actuellement confrontés à une série de problèmes sur leur marché du bétail. En effet, le nombre de pays utilisant les moyens de promotion des exportations dans le secteur de l'élevage a augmenté depuis 1980. Ces distorsions du marché entraînent des conséquences graves sur les efforts déployés en faveur du développement du secteur de l'élevage dans la région. Déjà, plusieurs pays africains ont enregistré une chute de leurs revenus de l'élevage à cause des exportations massives de viande et de produits laitiers à des prix hautement subventionnés dans leurs marchés traditionnels d'Afrique et du Proche-Orient. En outre, l'aide en faveur des produits laitiers tend à promouvoir le marché pour les fournisseurs laitiers européens plutôt que pour ceux d'Afrique.

78. En conséquence, si les tendances en matière de développement se poursuivent, c'est-à-dire, si les investissements de base et la fourniture des facteurs de production et des services doivent être assurés par les gouvernements, très peu d'entre eux, voire aucun, seraient en mesure de maintenir, vers la fin du siècle, le même niveau d'interventions que dans les années 70. En réalité, il serait illusoire de penser que les pays étrangers aideront l'Afrique à trouver des solutions durables à tous ses problèmes de développement du secteur de l'élevage, comme on va le voir ci-après.

La campagne panafricaine contre la peste bovine : matière à réflexion

79. La peste bovine est l'une des trois principales maladies infectieuses en Afrique, les deux autres étant la pleuropneumonie bovine contagieuse et la fièvre aphteuse. La peste bovine est, du point de vue épidémiologique, une maladie simple contre laquelle on dispose de méthodes de lutte très efficaces. En effet, une seule inoculation agit efficacement contre toutes les souches présentes sur le terrain et une seule vaccination peut entraîner un haut degré d'immunisation permanente. La période d'incubation est courte et les symptômes de la maladie apparaissent rapidement. Elle peut provoquer un taux de mortalité de 90 p. 100 chez les troupeaux hautement sensibles mais peut-être seulement 10 p. 100 lorsqu'elle est endémique, avec des baisses de productivité. La dose unique coûtait moins de 5 cents E.-U. au Mali et au Sénégal en 1985.

80. Au cours de la période 1962-1976, un programme mixte de vaccination (JP15) coordonné au plan international et intéressant 70 millions de têtes de bétail dans 22 pays a été exécuté (Tyler, 1984). Le coût total s'élevait à 14 millions de dollars E.-U., dont environ 43 p. 100 étaient supportés par les pays participants. Etant donné que la campagne JP15 visait la lutte contre la maladie et non son éradication, les pays à risque devaient en assurer le suivi, en procédant à des vaccinations annuelles, surtout des veaux, afin de la maintenir à un niveau raisonnable.

81. Cependant, les pays africains n'ont pas appliqué les mesures de suivi. On a ainsi fait état d'épidémies, deux ans après la fin de la campagne JP 15, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal, tous pays membres de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). On a également fait état d'autres foyers au Soudan, en Afrique du Nord, et en Ethiopie, en Afrique orientale et australe. Malgré les programmes de lutte d'urgence exécutés en Afrique de l'Ouest, 33 pays sont actuellement directement ou indirectement concernés par cette épizootie.

82. Aussi, a-t-on reconnu la nécessité d'une campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine (PARC) et jeté les bases de sa stratégie en 1981. L'idée de ce projet a été lancée par l'OUA/IBAR en collaboration étroite avec l'Office international des épizooties (OIE), la FAO et la CEE. Depuis lors, plusieurs réunions ont eu lieu sur ce sujet et l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a même adopté une résolution à cet effet en juillet 1985. La stratégie, dont la mise en oeuvre dépend énormément de l'assistance extérieure, a évolué de l'éradication à la lutte contre la maladie. En effet, si l'éradication est techniquement réalisable et hautement souhaitable, les donateurs (CEE et Banque mondiale en particulier) ont considéré pour diverses raisons, qu'un tel projet n'était pas réaliste 5/ (OUA, 1986). L'Afrique n'a donc pas d'autre choix que de se soumettre à la bonne volonté des bailleurs de fonds. A ce jour, la campagne de vaccination s'est concentrée sur cinq pays, à savoir le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Mali, le Nigéria et le Soudan, sur les 28 pays à risque et les 33 concernés.

83. En janvier 1986, la CEE a accordé une subvention de 50 millions d'ECU, pour laquelle un protocole a été signé avec le secrétariat de l'OUA en juin 1986 (OUA, 1986). A ce jour, les activités préparatoires, notamment les discussions entre la CEE et les pays africains visant à définir des politiques nationales en matière d'élevage, des mesures et actions appropriées, sont toujours en cours. La campagne ne débutera effectivement qu'après conclusion des protocoles d'exécution avec les cinq pays susmentionnés, protocoles qui seront étendus à tout pays qui aurait éventuellement mené à terme les négociations à cet effet.

84. Alors que les négociations se poursuivent, le bétail meurt partout en Afrique. S'il est difficile d'obtenir des chiffres exacts sur les pertes subies, celles-ci sont estimées, après la recrudescence de la peste bovine en Afrique de l'Ouest (15 foyers en 1978, 41 en 1981 et une épidémie généralisée en 1982), à 300 millions de dollars E.-U. (Banque mondiale, 1985). Ces pertes représentent, pour la seule région de l'Afrique de l'Ouest, plus de six fois le montant engagé par la CEE pour la campagne.

85. En tout état de cause, les pertes déjà causées par la maladie sont plusieurs fois supérieures au coût du programme d'éradication visant à vacciner environ 120 millions de bêtes dans 28 pays sur une période de 10 ans. La

5/ Le Nigéria, seul pays africain contribuant à la PARC, a fourni une somme de 100 000 dollars E.-U.

campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine qui est basée sur la stratégie de l'éradication et financée essentiellement par des sources extérieures et qui est de ce fait assortie de l'assistance technique étrangère et de conditions telles que l'octroi de marchés aux institutions européennes plutôt qu'aux institutions africaines de recherche, coûterait environ 192 millions de dollars E.-U., soit un coût unitaire moyen de 1,6 dollar E.-U. (OUA, 1986). Les pertes estimées au cours de la période 1978-1982 pour l'Afrique de l'Ouest étaient plus de 1,6 fois supérieures au coût de la campagne d'éradication.

86. Outre les pertes de bétail, les pays africains ont de plus en plus difficilement accès aux marchés extérieurs de la viande. C'est le cas par exemple de la Somalie où l'élevage constitue l'épine dorsale de l'économie et dont les recettes d'exportation ont enregistré une baisse, passant de 106 millions de dollars E.-U. en 1982 à 72 millions en 1983, puis à 35 millions en 1984. Ces pertes proviennent essentiellement de l'interdiction imposée à la Somalie par l'Arabie saoudite, principal importateur de viande de ce pays, du fait de la peste bovine.

87. La campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine devrait inciter les gouvernements et les peuples africains à la réflexion. Il serait certainement plus avantageux pour l'Afrique de contrôler la planification, l'exécution et la gestion de la campagne en comptant plus sur ses propres ressources financières qu'entièrement sur l'extérieur. Il est également certain que la campagne d'éradication basée sur une plus grande autonomie africaine coûterait beaucoup moins chère par unité de bétail et serait beaucoup plus efficace. On peut donc se demander pourquoi l'Afrique a opté pour une si grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur dans sa lutte contre cette maladie qui est un véritable fléau. La raison en est que les principes d'autonomie collective inscrits dans le Plan d'action de Lagos en matière d'élevage ne sont pas efficacement traduits dans les faits lors de la formulation des politiques et de l'allocation des ressources. Il faut manifestement repenser complètement toute l'approche en matière de développement de l'élevage en Afrique.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Développement de la recherche en matière de politique générale

88. En 1985, il a été prouvé que les déficiences des politiques expliquaient les mauvais résultats enregistrés dans le secteur de l'élevage (CEA, 1985 a). Il a, en particulier, été établi que les connaissances techniques disponibles pour l'amélioration de la productivité et de l'efficacité de la commercialisation ainsi que le personnel qualifié dont on dispose, encore que limité, permettaient d'exploiter une grande partie des possibilités dans les domaines de la production et du commerce en vue d'une augmentation considérable de la production. Il faut, pour mener à bien cette mobilisation, mettre en place des politiques, une législation et une réglementation bien équilibrées et prendre des mesures connexes judicieuses tant au niveau national que régional. Avant tout, les interventions gouvernementales doivent être réorientées afin d'aider le secteur à satisfaire ses besoins humains actuels et futurs.

89. Il faut, pour ce faire, développer une recherche efficace sur les politiques en matière d'élevage. Cette recherche devrait évaluer les incidences des choix en matière de politiques sur les efforts déployés dans le secteur de l'élevage pour atteindre les objectifs en matière de production et de consommation, d'environnement et les autres considérations d'ordre social telles que la rentabilisation des ressources et la répartition équitable des revenus. Il s'ensuit que l'élaboration de stratégies optimales et la création d'institutions appropriées sont primordiales pour atteindre ces buts.

B. Au niveau national

90. Il faut manifestement relever le niveau de la production actuelle. Il serait irréaliste de penser qu'une telle évaluation est possible sans un changement du secteur de l'élevage, en particulier en matière d'exploitation des terres et de disponibilité des facteurs de production, services et biens de consommation requis. La condition sine qua non en est la mise en place de politiques qui permettent de faire entrer dans les coûts de production le plus d'éléments locaux possible et favorisent une croissance soutenue du marché des biens de consommation et des facteurs de production et services du secteur de l'élevage.

1. Occupation des terres 6/

91. L'accès aux terres est libre, surtout dans les zones pastorales très sensibles à la sécheresse qui subissent une dégradation accrue. La disponibilité de fourrage et d'eau est un facteur déterminant dans le secteur de l'élevage. Du fait des politiques d'utilisation des sols, le producteur pratique un élevage de subsistance quant à l'utilisation des facteurs de production et l'accès aux services. Il est par conséquent difficile de planifier la production des intrants et les résultats à obtenir et d'approvisionner régulièrement le marché. Bref, les producteurs ne sont pas en mesure de répondre aux conditions du marché et à la demande.

92. Il faudrait en fait étendre le statut d'occupation des sols dont bénéficie l'agriculteur à l'éleveur, dont les droits d'utilisation et de contrôle des parcours et des ressources en eau et la responsabilité qui en découle dans l'un ou l'autre des régimes fonciers, qu'il soit prévu par la loi ou coutumier, devraient faire l'objet d'une réglementation et d'une protection clairement définie de la part de l'Etat. Les réformes des régimes fonciers devraient être orientées de la manière suivante :

a) Possession communale des terres par de petits groupes qui partageraient les services pastoraux, financiers et de commercialisation de façon à profiter d'économies d'échelle. La taille des groupes devrait être telle que le consensus des membres soit facile à atteindre et que le risque de surexploitation des terres et des ressources en eau soit réduit au minimum. Chaque membre aurait l'exclusivité de l'usage de ses terres, le groupe en tant que personne morale conservant le droit de propriété;

6/ Cette partie est largement fondée sur le document CEA (1985 a).

b) Possession individuelle des unités de production disposant d'un nombreux cheptel justifiant la possession de terres à titre individuel;

c) Création de réserves ainsi que de terres d'expérimentation et de pacage public à des points stratégiques. A l'instar de l'exploitation forestière, des pâturages classés sont nécessaires pour assurer la protection et la conservation de l'environnement et venir en aide aux producteurs en cas de difficultés rencontrées sur les exploitations individuelles du fait de la sécheresse au niveau local. Les pâturages d'expérimentation devraient permettre aux institutions de recherche et de vulgarisation de faire des expériences pratiques. Cette méthode permettrait de remplacer les services de vulgarisation agricole classiques. Les pâturages publics peuvent jouer un rôle de régulation du marché des animaux nourris sur les pâturages, à l'embouche ou de boucherie afin de maintenir les prix à un niveau satisfaisant. Ils peuvent servir à l'intégration, sur une grande échelle, des techniques locales et des techniques modernes afin de réduire le fossé qui les sépare. Il faudrait encourager sur ces pâturages publics les coentreprises entre structures privées et publiques, en particulier dans le domaine de la production intensive de viande de boeuf, de lait et de fourrage;

d) Planification judicieuse et entretien des voies d'acheminement du bétail aux marchés par le prélèvement de droits;

e) Fourniture, chaque fois que c'est nécessaire et possible, d'eau aux producteurs à titre onéreux.

2. Services du secteur de l'élevage

93. Il faut efficacement exploiter les services du secteur de l'élevage pour assurer de manière continue une production de qualité. Grâce à l'assistance internationale, l'Afrique réunit les conditions de base d'une exploitation efficace des services du secteur de l'élevage. Il existe des laboratoires pour la production de vaccins éprouvés et les diagnostics. Les facultés de médecine vétérinaire et écoles d'études zootechniques disposent de la capacité nécessaire pour satisfaire les besoins en main-d'oeuvre du secteur de l'élevage et la quasi-totalité des pays africains ont des institutions de recherche. Cependant, ces institutions fonctionnent souvent en-dessous de leur capacité, par manque de fonds de roulement et de motivation de la part du personnel.

94. En général, c'est le gouvernement qui fournit gratuitement les services. L'expérience montre que très rares sont les gouvernements africains qui peuvent se permettre de fournir gratuitement les services et facteurs de production nécessaires au secteur de l'élevage. Il est donc recommandé de :

a) faire supporter tout ou partie du coût des facteurs de production et services du secteur de l'élevage par le producteur afin que celui-ci puisse en contrôler les flux et surtout la qualité;

b) promouvoir la production et la distribution de vaccins et médicaments par le secteur privé; et

c) promouvoir la fourniture par le secteur privé de soins curatifs et sous-traiter, si nécessaire, la fourniture de soins préventifs au secteur privé.

C. Au niveau sous-régional

95. Au niveau sous-régional, il faut établir une coopération fructueuse et dynamique en vue d'une plus grande autosuffisance collective en matière de production et de fourniture des facteurs de production, services et produits d'élevage en prenant de plus en plus de mesures d'autonomie. Il faut en particulier des actions collectives pour réduire les risques au niveau de la production et de l'approvisionnement, et produire ainsi de la viande et du lait de qualité à des prix compétitifs. En cette période de lutte commerciale entre pays développés, surtout pour l'écoulement de leurs excédents de viande et de produits laitiers, les pays africains importateurs et exportateurs de ces produits doivent faire preuve d'unité et de solidarité afin de réduire les effets des distorsions commerciales sur la production et l'offre sous-régionales.

96. Les efforts collectifs devraient viser à assurer une contribution optimale du secteur à la mise en place du marché commun africain préconisé par le Plan d'action de Lagos. Ces efforts devront porter sur :

1. L'harmonisation des politiques relatives à la production, la commercialisation, la fixation des prix et au commerce des principaux facteurs de production, produits et sous-produits de l'élevage aux niveaux sous-régional et régional; et

2. Les programmes d'investissement mixtes entre les institutions privées et/ou publiques pour la production et le commerce des principaux facteurs de production, services, produits et sous-produits de l'élevage. Pour la période correspondant à la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, il est recommandé de concentrer les efforts sur les programmes examinés ci-après :

1. Harmonisation des politiques relatives aux prix, à la commercialisation et au commerce des animaux

97. Les activités suivantes sont proposées au titre de ce programme :

a) évaluation des protocoles et accords relatifs à la promotion du commerce des animaux sur pied et de la viande et propositions en vue de leur harmonisation;

b) examen des systèmes existants de classification des animaux sur pied et des carcasses et des systèmes d'appréciation des animaux et de la viande et propositions en vue de leur harmonisation;

c) examen des systèmes de collecte de données statistiques et de diffusion d'informations sur les animaux sur pied et la viande et propositions en vue de leur harmonisation;

d) élaboration d'un répertoire des principaux marchés de bétail et de viande de la sous-région et sélection de 2 à 5 marchés de bétail par pays qui seront entièrement équipés et intégrés à un réseau sous-régional de marchés du bétail;

e) élaboration d'un répertoire des institutions sous-régionales de commercialisation du bétail et de la viande et propositions en vue d'une meilleure coordination et d'une meilleure intégration de leurs activités;

f) proposition de coentreprises entre sociétés privées et/ou publiques, surtout dans les domaines du transport des animaux sur pied et de la viande, de l'élevage en enclos, de la transformation et de la commercialisation;

g) organisation de réunions des responsables des prix, de la commercialisation et du commerce des animaux sur pied et de la viande qui seraient chargés de mobiliser les ressources nécessaires dans le cadre de mesures renforcées en vue d'une autonomie collective et de l'exécution du programme.

2. Promotion et renforcement de la coopération sous-régionale en matière de production et de distribution des principaux vaccins et produits vétérinaires

98. Le nombre de laboratoires produisant des vaccins en Afrique passera bientôt de 22 à 26. Si des mesures appropriées sont prises, ces laboratoires pourront satisfaire les besoins de l'Afrique en vaccins. Pour ce qui est des produits vétérinaires, étant donné que le principe actif de nombreux médicaments à usage humain et de produits vétérinaires est le même, les laboratoires pharmaceutiques existant pourraient facilement étendre leurs activités à la production de produits vétérinaires. Il est recommandé :

a) d'identifier les laboratoires et centres nationaux de production de vaccins et de diagnostic pouvant mener des activités de portée sous-régionale dans les domaines de la production et de la distribution;

b) de mettre au point des mécanismes tels que la copropriété des laboratoires et centres afin d'assurer leur fonctionnement efficace fondé sur l'autonomie collective.

99. Les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique orientale et australe ont pleinement reconnu la nécessité d'une telle coopération. Des laboratoires ont même été désignés à cette fin comme dans le cas des Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), pour mener des activités sous-régionales. Faute de mécanismes efficaces, surtout pour le financement, les laboratoires sélectionnés n'ont pu encore exécuter leur mandat et jouer leur rôle.

3. Promotion et renforcement de la coopération sous-régionale en matière de lutte contre les principales épizooties et leur éradication

100. Au niveau régional, l'Afrique dispose de suffisamment de personnel pour la fourniture de soins préventifs et de potentialités pour satisfaire les

besoins en vaccins, au moins en ce qui concerne la peste bovine et la pleuropneumonie bovine contagieuse. En 1983 l'Egypte comptait à elle seule plus des deux tiers des vétérinaires d'Afrique pour un cheptel qui ne représentait que 1 p. 100 du cheptel continental total. Comme on l'a déjà souligné, l'éradication des maladies n'est possible que grâce à une coopération effective entre pays voisins. Bien que l'OUA/IBAR s'occupe activement de la mobilisation des ressources pour la lutte contre les maladies et leur éradication en Afrique, ses efforts visent surtout à attirer des ressources extérieures et non à mobiliser les ressources intérieures. Après le succès limité remporté par la campagne panafricaine de lutte contre la peste bovine, il importe de mettre au point des mécanismes de lutte et d'éradication des maladies en se basant sur une autonomie collective. A cet effet, les recommandations ci-après sont formulées :

a) harmonisation des politiques des prix et de distribution de vaccins et médicaments ainsi que celles ayant trait à l'exploitation des services du secteur de l'élevage, en particulier dans les zones pastorales contiguës;

b) mise en place de mécanismes de mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles sous-régionales en vue de la lutte contre les maladies et de leur éradication dans tous les pays membres;

c) éradication de la peste bovine en Afrique. A cet égard, il est proposé d'élaborer un document analysant les coûts et avantages de l'éradication de la peste bovine sur le continent africain en utilisant deux scénarios. Selon le scénario 1, le programme serait essentiellement financé grâce à la générosité de la communauté internationale, alors que selon le scénario 2, il serait essentiellement financé par les producteurs, les gouvernements et les institutions africaines de financement du développement. Les conclusions de cette étude devraient être portées à la connaissance de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

101. Il faudrait prendre des mesures pour mettre en place des réseaux régionaux de recherche en matière d'élevage et renforcer la capacité scientifique et de gestion de l'Afrique dans le domaine de l'élevage. Il faudrait examiner la possibilité de renforcer et de transformer des facultés nationales de zootechnie en institutions sous-régionales.

D. Au niveau international

102. Si l'accent a été mis, dans la présente étude, sur l'autonomie nationale et collective, il n'en demeure pas moins que l'aide internationale sera toujours nécessaire pour venir compléter les efforts de l'Afrique. Il est donc recommandé que le soutien de la communauté internationale vise à fournir des ressources financières à des conditions très avantageuses, à conclure des accords commerciaux appropriés et à aider l'Afrique à assurer son autosuffisance en matière de recherche fondamentale.

103. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en particulier s'est engagée à aider les planificateurs africains à améliorer leurs aptitudes à mener des recherches d'intérêt général et à développer la coopération sous-régionale et régionale dans le secteur de l'élevage, grâce à :

a) une évaluation et un suivi continus des résultats obtenus dans le secteur de l'élevage au niveau régional et/ou des sous-régions africaines définies par la CEA (MULPOC), et ce, pour une période d'au moins cinq ans. Cette évaluation serait basée sur la contribution du secteur de l'élevage au produit intérieur brut (PIB) et à la balance des paiements, sur une étude des possibilités en matière d'offre et de demande des principaux produits, sous-produits et facteurs de production du secteur de l'élevage, et sur une analyse critique des principaux obstacles au développement du secteur de l'élevage, notamment les politiques relatives à l'occupation des terres, à la production, à la commercialisation, au commerce et aux prix des principaux produits et facteurs de production ainsi qu'à la lutte contre les épizooties et leur éradication. Ces informations sont nécessaires à la détermination et à la mise en valeur des ressources animales et des parcours ainsi qu'à l'organisation et la gestion de la production et de la distribution des facteurs de production et des produits. Cette évaluation est également un facteur déterminant dans la formulation d'un ensemble cohérent de politiques de développement du secteur de l'élevage aux niveaux sous-régional et régional et dans l'élaboration de projets et programmes d'investissement mixte capables de produire les résultats escomptés;

b) l'identification de domaines où les politiques et mesures prises peuvent faire l'objet d'une harmonisation et d'une coordination en vue d'une exploitation optimale des possibilités en matière d'offre et de demande des principaux produits, sous-produits et facteurs de production du secteur de l'élevage aux niveaux sous-régional et régional. Ces politiques et mesures devraient jeter les bases de la réalisation des objectifs d'autosuffisance et d'autonomie du secteur de la production animale;

c) l'identification des possibilités d'investissement mixte au niveau sous-régional ou régional entre organisations privées et/ou publiques pour la production et le commerce des principaux facteurs de production, services, produits et sous-produits de l'élevage afin d'atteindre l'autosuffisance individuelle et collective en matière de production et de fourniture d'aliments pour animaux; et

d) un rôle de catalyseur pour l'application effective des politiques, mesures et programmes d'investissement mixte définis pour le développement de la production animale en Afrique, notamment grâce à la tenue de réunions de responsables de la recherche et du développement du secteur de l'élevage et des organes de décision de la CEA et des MULPOC.

**SITUATION DE LA PESTE BOVINE EN AFRIQUE
AU COURS DES SIX DERNIERES ANNEES
AUTEUR : DR. A. TALL**

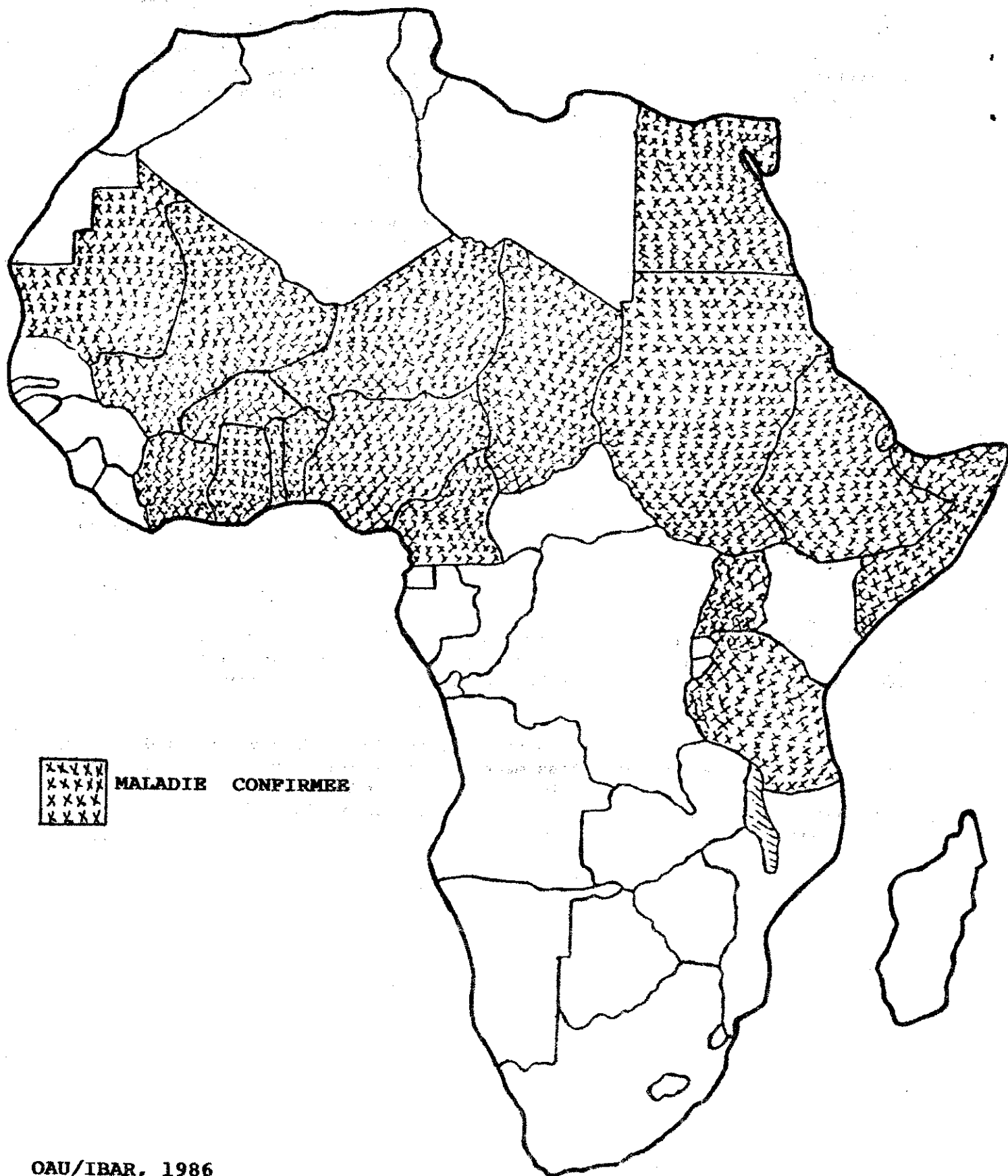


Tableau 1 : Groupements sous-régionauxA. Afrique centrale (MULPOC de Gisenyi)Pays exportateurs

1. Rwanda

Pays importateurs

1. Burundi

2. Zaïre

B. Afrique centrale (MULPOC de Yaoundé)Pays exportateurs

1. Tchad

Pays importateurs

1. Cameroun

2. République centrafricaine

3. Congo

4. Guinée équatoriale

5. Gabon

6. Sao Tomé-et-Principe

C. Afrique orientale et australe (MULPOC de Lusaka)Pays exportateurs

1. Botswana

2. Ethiopie

3. Kenya

4. Lesotho

5. Madagascar

6. Somalie

7. Swaziland

8. Tanzanie

9. Zimbabwe

Pays importateurs

1. Angola

2. Comores

3. Djibouti

4. Malawi

5. Maurice

6. Mozambique

7. Seychelles

8. Ouganda

9. Zambie

D. Afrique du Nord (MULPOC de Tanger)Pays exportateurs

1. Soudan

2. Tunisie

Pays importateurs

1. Algérie

2. Egypte

3. Libye

4. Maroc

E. Afrique de l'Ouest (MULPOC de Niamey) ou CEDEAOPays exportateurs

1. Burkina Faso

2. Guinée

3. Mali

4. Mauritanie

5. Niger

Pays importateurs

1. Bénin

2. Cap-vert

3. Gambie

4. Ghana

5. Guinée-Bissau

6. Côte d'Ivoire

7. Libéria

8. Nigéria

9. Sénégal

10. Sierra Leone

11. Togo

Tableau 2 : Bovins, ovins, caprins, chameaux, porcins et volailles (milliers de têtes) en 1985 et évolution moyenne annuelle en pourcentage au cours de la période 1975-1985

Sous-région	Bovins			Ovins			Caprins			Chameaux			Porcins			Volailles		
	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage	Nbre de têtes	Evolution annuelle en pourcentage
Afrique centrale	8 928	2,6	4 412	-0,5	53 096	-0,5	421	-2,0	1 157	0,6	18 000	2,3						
Afrique centrale/ Grands Lacs	2 425	-0,5	1 464	1,2	4 688	1,7	-	-	950	1,8	22 000	4,2						
Afrique orientale et australe	89 313	0,9	49 482	1,1	58 514	1,3	1 629	3,1	3 460	4,2	205 000	2,2						
Afrique du Nord	30 132	1,7	62 220	2,0	25 500	0,6	3 640	0,5	72	8,3	176 000	5,1						
Afrique de l'Ouest	33 203	1,6	38 890	2,5	5 154	-0,5	7 434	0,8	3 788	2,9	291 000	5,2						
Continent africain	163 006	1,3	156 468	1,7	146 952	1,2	13 124	0,9	9 427	2,9	713 000	4,1						
Monde	1 398 217	1,3	1 121 993	0,5	459 960	0,9	17 440	0,7	791 471	1,4	8 287 000	3,2						

Source : Imprimés FAO de la production, 07/02/1986.

Tableau 3 : Production, consommation totale et commerce de viande (1975-1984) (en milliers de tonnes)

Sous-régions	Production totale		Consommation totale		Commerce net	
	1975	1984	1975	1984	1975	1984
Afrique Centrale	213	231	209	270	4	-39
Afrique Centrale/ Grands lacs	217	234	234	271	-17	-37
Afrique orientale et australe	1 810	2 240	1 722	2 234	88	6
Afrique du Nord	1 238	1 858	1 255	2 200	-17	-342
Afrique de l'Ouest	1 138	1 700	1 172	1 724	-34	-42
Continent africain	4 616	6 262	4 592	6 717	23	-456

Source : Annuaire FAO de la production et du commerce, 1975 et 1985.

Tableau 4 : Valeur des importations et exportations en 1984 et évolution annuelle (1975-1984) en matière de viande et animaux de boucherie et de tous les produits laitiers, par sous-région

Sous-région	Importations				Exportations			
	Viande		Produits laitiers		Viande		Produits laitiers	
	Valeur (10 ⁵)	Evolution annuelle (%)	Valeur (10 ⁵)	Evolution annuelle (%)	Valeur (10 ⁵)	Evolution annuelle (%)	Valeur (10 ⁵)	Evolution annuelle (%)
Afrique centrale 1/	49,52	7,8	51,74	8,3	22,00	-13,	-	-
Afrique centrale/ Grands Lacs	55,43	9,6	33,30	4,6	-	-	-	-
Afrique orientale et australe 2/	71,31	17,1	1 68,62	10,5	10 24,70	-2,5	25,40	-14,
Afrique du Nord	5 03,50	27,	8 39,83	13,4	15,90	-7,	6,60	14,7
Afrique de l'Ouest 3/	1 30,80	16,8	2 83,17	5,5	14,20	-7,	11,20	4,2
Continent africain	8 10,56	21,	13 76,66	10,4	10 76,80	-3,	43,20	-9,5

Sources : Annuaire FAO du commerce, 1984.

1/ Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe exclus.

2/ Djibouti et Seychelles exclus.

3/ Cap-Vert exclu.

Bibliographie

1. Banque arabe pour le développement économique en Afrique, 1985. "BADEA, 1975-1984. Dix ans de coopération afro-arabe".
2. Commission économique pour l'Afrique, 1985a, "Développement progressif du secteur de l'élevage en Afrique" Volume I : "Problèmes, contraintes et action future nécessaire", document E/ECA/CM.11/6. ECA, Addis-Abeba, 1985.
3. Commission économique pour l'Afrique, 1985b. "Développement progressif du secteur de l'élevage en Afrique". Volume II "Réalisations dans le secteur de l'élevage, 1968-1982", document E/ECA/CM.11/6, ECA, Addis-Abeba, 1985.
4. Food and Agriculture Organisation, 1985. "FAO in Africa", information documents presented by the Director-General of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations at the twenty-first Assembly of Heads of State and Government of the Organisation of African Unity, Addis Ababa, 18-20 July 1985.
5. Food and Agriculture Organisation, 1986 a. "Guidelines for international co-operation in the livestock and meat sector: Review of the follow-up action and progress in 1985-1986", document CCP/ME/87/5.
6. Food and Agriculture Organisation, 1986 b. "External official resource flows for livestock development in developing countries: Trends and patterns", document CCP/ME/87/6.
7. International Fund for Agricultural Development, 1986. Financing of IFAD projects in the African continent.
8. Jahnke H., 1982. "Livestock production systems and livestock development in tropical Africa".
9. Organisation of African Unity, 1981. "Lagos Plan of Action for the Economic Development of Africa, 1980-2000".
10. Organisation of African Unity, 1986. "The Pan-African Rinderpest Campaign" working documents for the Conference of Ministers responsible for livestock development in OAU member States, Addis Ababa, Ethiopia, 7-11 July 1986.
11. SOTESA International (Italia), 1982. "Evaluation of animal production operations financed by the European Community", synthesis report VIII/170(83)EN.
12. Tyler, L., 1984. "The policy implications of the proposed Pan-African Rinderpest Campaign" presented at the Conference on Livestock Policy Issues in Africa, ILCA, Addis Ababa, 24-28 September 1984.
13. World Bank, 1985. "Animal health services in sub-Saharan Africa: Alternative Approaches" Technical paper number 44 prepared by Cornelis de Haan and Nico J. Nissen.

Annexe

FACTEURS INFLUANT SUR L'OFFRE DE VIANDE EN AFRIQUE 1/

1. Les principaux facteurs influant sur l'offre de viande en Afrique sont, par ordre d'importance, les programmes et politiques appliqués tant au niveau national qu'au niveau sous-régional, la disponibilité et le coût des ressources, en particulier des ressources en pâturages et des services vétérinaires dans des régions disposant d'avantages comparatifs pour l'élevage, les aliments pour le bétail, la production intensive de viande, les superficies cultivées ainsi que la technologie.
2. Les politiques et programmes gouvernementaux relatifs au secteur de l'élevage et des industries connexes affectent non seulement le coût de la production animale et les revenus qu'on en tire mais constituent également des variables importantes en ce qui concerne le comportement des producteurs et d'établir l'ensemble de la structure de la production animale en Afrique. Cependant, il importe de signaler que la plupart des programmes gouvernementaux ont été conçus sans de réelles consultations avec les prétendus bénéficiaires et partenaires qui, en conséquence, contrarient souvent l'exécution desdits programmes. Cela est particulièrement vrai des éleveurs (au niveau de la production) et des vendeurs de bétail et des bouchers (au niveau de la commercialisation). De pareilles attitudes, aggravées par le fait que ces programmes doivent en grande partie être financés par l'aide étrangère constituent des facteurs contribuant tous aux faibles résultats enregistrés par le secteur de l'élevage en Afrique en général et les organismes publics en particulier.
3. La fourniture de ressources et de services destinés aux usages publics dans le secteur de l'élevage sans un code d'utilisation approprié ainsi que l'incapacité des gouvernements à satisfaire la demande en ce qui concerne ces ressources a eu des conséquences néfastes sur la capacité de livraison des producteurs et par suite, la production. Dans de nombreux pays des interventions peu judicieuses de l'Etat ont désorganisé les systèmes de production traditionnels équilibrés sans apporter d'améliorations et il en est résulté que les producteurs remettent de plus en plus en question l'efficacité de l'assistance gouvernementale. C'est ainsi qu'en raison des interventions gouvernementales inadéquates, en particulier pour la mise en valeur des ressources en eau et les soins vétérinaires, combinées à la sécheresse fréquente, la transhumance devient une méthode moins efficace. La réaction naturelle des éleveurs est de multiplier les campagnes de reconstitution des troupeaux avec comme conséquence une réduction de l'offre de viande.
4. Toutes ces interventions entraînent plusieurs conséquences sur la production de viande. En premier lieu, les difficultés de reconstitution ont tendance à favoriser le maintien d'importants troupeaux. En second lieu, étant donné que dans le secteur de l'élevage les coûts d'exploitation en termes

monétaires sont faibles et que la transhumance et le nomadisme ne permettent pas toujours aux producteurs de profiter pleinement des biens de consommation et des services disponibles dans les régions jouissant d'avantages comparatifs pour les cultures et dans les régions jouissant d'avantages comparatifs pour la production intensive de viande, le producteur ne vend alors ses animaux que dans le but de satisfaire les besoins essentiels ou de subsistance de sa famille. Ces ventes ne couvrent donc pas la demande du marché. En conséquence, les deux types de régions précitées recevront moins d'animaux qu'il n'en existe pour l'abattage, l'attelage, l'engraissement, l'embouche et la production laitière respectivement. En outre, ces facteurs sont susceptibles d'amplifier les variations saisonnières en ce qui concerne le gain de poids, d'accroître le taux de mortalité et de réduire le taux de fécondité.

5. En Afrique l'incidence des politiques de fixation des prix sur la production est beaucoup plus complexe qu'on le croit généralement. Par exemple dans de nombreux pays, le prix du bétail est généralement déterminé par les forces du marché tandis que celui de la viande vendue au détail, surtout celle vendue dans les boucheries traditionnelles est souvent fixé par les pouvoirs publics. En fixant les prix, les autorités ont tendance à favoriser les consommateurs urbains en défendant le pouvoir d'achat de ces derniers et, du fait que la plupart de ces consommateurs sont des fonctionnaires ayant de bas salaires, le prix fixé a tendance à rester faible.

6. Une telle politique a de nombreuses implications. Le boucher qui, généralement s'y connaît dans l'estimation du poids de la carcasse des animaux vivants, est enclin à n'acheter et à n'abattre que les animaux lui permettant de réaliser un certain bénéfice et ces derniers sont le plus souvent des femelles âgées. Il achète à crédit, et n'applique pas les prix officiels et ne se conforme pas aux normes de qualité requises. Lorsqu'il abat ses animaux, la partie postérieure est vendue aux boucheries modernes à un prix plus élevé ou bien il vend de la viande rôtie à deux ou à trois fois le prix de la viande non cuite sans se soucier de la qualité (surtout dans les pays du Sahel). Il en résulte que la plupart des consommateurs consomment moins de viande qu'ils achètent à un prix élevé compte tenu de sa qualité. Lorsqu'ils se tournent vers des produits de remplacement, cela se traduit par une compression de l'offre intérieure de viande qui pourrait ou non affecter directement les exportations d'animaux vivants. Le boucher local qui approvisionne les boucheries modernes en quartiers de viande de "mauvaise qualité" place les exploitants des fermes d'embouche dans une situation de non compétitivité. En conséquence, à moins de disposer de débouchés pour les exportations, les activités d'embouche pour améliorer la qualité et la quantité de viande pourraient également comporter des risques. En outre, à défaut d'autres débouchés pour la viande de boucherie, les prix bas à la consommation sont susceptibles de faire baisser le prix des animaux de boucherie. En conséquence, les producteurs sont tenus d'augmenter l'offre d'animaux de boucherie, et donc de viande, pour satisfaire leurs besoins en argent liquide.

7. Une réglementation des exportations et des procédures administratives contraignants entravent les exportations du bétail et des productions animales. Dans de nombreux pays africains les chiffres du commerce non officiel sont plusieurs fois plus élevés que ceux du commerce officiel. Cela affecte la capacité des gouvernements des pays exportateurs à planifier efficacement

- le développement de leur secteur de l'élevage et les place dans une situation défavorable lorsqu'ils doivent négocier avec leurs clients. Les procédures susmentionnées sont également susceptibles de favoriser de longs et pénibles déplacements des troupeaux, entre les pays exportateurs et les pays importateurs alors que ceux-ci auraient pu être transportés dans des fourgons à bestiaux. En conséquence, le roulement du capital du commerçant est ralenti alors que
- les risques de pertes au cours des déplacements deviennent plus élevés.

8. Certains gouvernements peuvent contingenter les exportations ou même interdire les exportations d'animaux vivants. Ces mesures sont généralement prises après de graves périodes de sécheresse et visent à accélérer la reconstitution des troupeaux et à assurer l'approvisionnement en viande du marché intérieur. Il n'est pas établi que de telles décisions prennent en considération la réaction naturelle de l'éleveur durant les périodes de désastre. N'ayant que son troupeau comme source de revenus, il le gère en conséquence, c'est-à-dire qu'il réalise l'équilibre nécessaire entre les contraintes liées à la reconstitution du bétail et la satisfaction des besoins de sa famille. Les animaux de boucherie et la viande destinée aux marchés intérieurs et extérieurs ne constituent nullement deux catégories distinctes. En réalité, durant la période de redressement, les animaux de boucherie sont d'une qualité plutôt destinée à l'exportation de sorte qu'aux prix officiels de détail, le boucher local n'est pas en mesure de faire concurrence à l'exportateur. En conséquence, l'exportation non officielle d'animaux est susceptible de s'accroître.

9. Ces interdictions ont été appliquées au Mali et au Soudan au milieu des années 70, mais, dans ces deux cas les résultats ont été en deçà des prévisions et cette politique a fait plus de mal que de bien à l'économie nationale en général et au secteur de l'élevage en particulier. Cette politique s'était en fait traduite non seulement par une perte de recettes fiscales mais a également suscité l'inquiétude des principaux clients de ces pays. La réaction naturelle des pays importateurs a été d'accroître la production intérieure en vue d'une plus grande autosuffisance et de diversifier leurs sources d'approvisionnement en viande en se tournant vers les sources extra-africaines. Les conséquences directes de la réaction des pays importateurs sur la production de bétail sont de deux sortes. Toute d'abord, cette situation a rendu plus difficile l'application de programmes sous-régionaux destinés à préserver les avantages comparatifs des pays excédentaires en matière de production animale et à favoriser le commerce intra-africain. Ensuite, elle a accru la concurrence pour l'acquisition des ressources financières limitées généralement affectées au développement de l'élevage en Afrique par les donateurs et les organismes de financement du fait que les pays importateurs ont tendance à augmenter leurs production intérieure de viande.

10. Le monnaie nationale de nombreux pays d'élevage de bétail n'étant pas convertible, le commerce du bétail leur permet d'acquérir des devises. Les marchands de bétail devront donc rapatrier une partie ou la totalité de leurs recettes d'exportation s'ils veulent obtenir l'autorisation d'exporter.

11. L'incidence d'une telle politique monétaire est double. En premier lieu, au cas où les exportateurs sont autorisés à importer des biens de consommation et à ne rapatrier qu'une partie des recettes d'exportation en espèces, une telle politique monétaire pourrait alors accroître les exportations officielles

de bétail. C'était le cas dans les années 60 au Mali lorsque ce pays a quitté la zone CFA et créé le franc malien non convertible. Dans ce cas, le secteur de l'élevage pourrait tirer un grand avantage d'une telle politique. Cependant, les exportateurs d'animaux n'étaient que de simples importateurs de biens de consommation et n'avaient pas intérêt à investir dans la production et le commerce de bétail de sorte que seules les exportations d'animaux du secteur traditionnel par opposition au secteur moderne et celles d'animaux vivants par opposition à la viande étaient favorisées. En second lieu, lorsque toutes les recettes d'exportation doivent être rapatriées, la tendance a été de sortir les animaux en contrebande, particulièrement les animaux non engraisés et de faire entrer en contrebande les devises et les biens de consommation. Le résultat est que les autorités perdent des recettes fiscales, des devises et n'ont plus la possibilité d'exporter des sous-produits tels que les peaux, les cuirs et le bétail engraisé. Il y a eu également des exemples où les marchands des pays importateurs ont essayé de tirer profit des exportations illicites en proposant des conditions moins avantageuses à leurs homologues dans les pays exportateurs.

12. Diverses organisations existent aux niveaux sous-régional et régional. Il s'agit de l'organisation politique continentale (Organisation de l'unité africaine), de trois importants groupements économiques, à savoir la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) qui deviendra la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Est, et de l'Afrique australe. Il y a également cinq centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) qui sont des antennes de la Commission économique pour l'Afrique dans chaque sous-région (Tableau 1). Toutes ces organisations et institutions sont des instruments utiles à la réalisation du Marché commun africain d'ici 1990 et de la Communauté économique africaine vers la fin du siècle conformément aux recommandations du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.

13. De nombreuses résolutions et recommandations relatives au secteur de l'élevage ont été adoptées par les organisations et institutions internationales susmentionnées lors de leurs diverses réunions techniques et politiques. Cependant, seul un petit nombre de ces résolutions et recommandations ont été concrétisées par des décisions politiques, des allocations de ressources et l'établissement de priorités en matière d'investissements tant aux niveaux national que sous-régional. Les organisations intergouvernementales (OIG) ont, à titre individuel ou collectif, tenté d'équiper les marchés de bétail et de viande et les parcours du bétail, d'établir un passeport commun pour le bétail, de lutter contre les épizooties et de les éradiquer, d'établir des conventions sur le régime fiscal, la circulation des personnes et des biens, la formation de personnel intermédiaire et de marchands de bétail, de renforcer les institutions nationales et de restructurer la production, la commercialisation et la distribution. Les efforts fournis jusqu'à présent ont été insuffisants et les résultats décevants. La prolifération des OIG (particulièrement en Afrique de l'Ouest) a conduit à une multiplication des stratégies et entraîné la définition de priorités contradictoires; cette situation a empêché les gouvernements de prendre des mesures appropriées dans le secteur de l'élevage. Généralement, on note une absence de coopération et de coordination efficaces entre les OIG africaines. Leurs efforts tendent également à faciliter la signature d'accords commerciaux visant à encourager